

# TOUTES ET TOUS AVEC LES CRÈVECŒUR LE MERCREDI 27 FÉVRIER DEVANT BERCY !

**D**epuis plus d'un mois, les 240 salariés de la société Arjo Security sont livrés à un triste sort, suite à la liquidation de leur entreprise.

Cette société liquidée le 7 janvier par le tribunal de Commerce a été victime d'un pool d'actionnaires véreux, soutenus par le ministère de l'Économie et ayant bénéficié d'un apport d'argent public. En effet, la Banque Publique d'Investissement, ancien actionnaire du groupe Sequana – propriétaire, d'Arjo Security – lui a versé en 2014 plus de 250 millions d'euros, puis lors de la cession de l'entreprise, en avril 2018, plus de 30 millions d'euros supplémentaires.

Les « actionnaires » ont empoché une partie de la somme et disparu peu de temps après, sans avoir honoré les engagements pris devant les pouvoirs publics et les salariés.

Arjo Security produisait le papier sécurisé pour les passeports, les cartes grises et les chèques de banque. Elle fabriquait aussi le papier des banques pour une centaine de pays.

Il y a déjà plus d'un mois que nous avons écrit au ministre de l'Économie, dont la responsabilité dans ce dossier est plus qu'évidente.

**L'État français reste muet et injoignable malgré cette situation des plus préoccupantes, tant pour les pays clients que pour notre industrie de haute technologie qui se trouve remise en cause par cette attitude irresponsable.**

ET SANS OUBLIER: BRUNO LE MAÎRE!!  
COURTISAN ET MINISTRE DES FINANCES EN CDD !!!

DÉCEMBRE 2018



JANVIER 2019



RUST

L'État français reste muet et injoignable malgré cette situation des plus préoccupantes, tant pour les pays clients que pour notre industrie de haute technologie qui se trouve remise en cause par cette attitude irresponsable.

La décision appartient aujourd'hui à l'État français quant au maintien de cette papeterie au savoir-faire reconnu mondialement.

Une nationalisation temporaire, permettant la continuité de la production des papiers sécurisés nationaux et des billets de banque de plus d'une centaine de pays demeure l'unique solution.

À défaut, notre pays verra en outre un nouveau fleuron industriel rentable disparaître et 240 salariés livrés aux affres du chômage.

**RENDEZ-VOUS À BERCY À 11H00 POUR SOUTENIR NOS CAMARADES ! VENEZ NOMBREUX ET DÉTERMINÉS !**